

# VII. RENFORCER LA CONVERGENCE DES REVENUS EN EUROPE CENTRALE APRÈS LES ADHÉSIONS À L'UNION EUROPÉENNE

## Introduction

Le 1<sup>er</sup> mai 2004, après presque quinze années de transition, les pays d'Europe centrale sont entrés dans l'Union européenne. Le présent chapitre examine les conséquences de cet événement pour les quatre pays accédants qui sont membres de l'OCDE (Hongrie, Pologne, République slovaque et République tchèque)<sup>1</sup>. Pour ces pays, l'adhésion couronne plusieurs années d'efforts de stabilisation économique et de transformation structurelle qui leur ont été très profitables, même s'il existe des différences substantielles d'un pays à l'autre<sup>2</sup>. Après une chute brutale à l'amorce de la transition, la production s'est redressée et dépasse maintenant les niveaux observés en 1989. Au cours de la décennie écoulée, le PIB réel par habitant a crû de 4 pour cent par an en moyenne en Pologne, en Hongrie et en République slovaque, soit un rythme plus rapide que ce qui a été observé dans la plupart des pays avancés, mais aussi dans les pays membres de l'OCDE moins avancés (tableau VII.1). En République tchèque, où le PIB par habitant est sensiblement plus élevé que dans le reste des PECO-4, la croissance, moins robuste à la fin des années 90, s'est ressaisie ces derniers temps. Il faut espérer que l'adhésion à l'Union européenne permettra non seulement de consolider les progrès réalisés jusqu'ici, mais aussi d'accélérer la convergence du PIB par habitant vers les niveaux de l'Europe occidentale.

*L'adhésion ravive  
les espoirs d'une amélioration  
des perspectives économiques*

Les écarts de revenu<sup>3</sup> à combler pour concrétiser ces espoirs sont importants, en comparaison de ceux observés pour les précédents entrants dans l'Union européenne. Pour les quatre pays concernés, l'écart de revenu à parité de pouvoir d'achat par rapport à la zone de l'OCDE va de 39 pour cent (République tchèque) à 55 pour cent (Pologne). Compte tenu de la vitesse de convergence observée depuis le milieu des années 90, il faudrait entre 30 et 40 ans pour combler la moitié de l'écart de revenu. La convergence totale est donc une perspective lointaine dans les circonstances actuelles (tableau VII.2). Toutefois, un rattrapage accéléré ne serait pas impossible, à condition de mettre en place des politiques plus efficaces. De fait, l'expérience passée montre qu'en dépit de niveaux de revenu nettement plus élevés et de marges de

*Accélérer la convergence  
des revenus exigera  
des réformes structurelles...*

1. Ces quatre pays sont désignés ci-après par le sigle « PECO-4 ». Ce document n'examine pas les perspectives des six autres pays accédants, qui ne sont pas membres de l'OCDE. Dans ce chapitre, l'Union européenne est définie comme le groupe de 15 pays membres avant l'élargissement.
2. Les évolutions récentes dans les pays accédants sont analysées notamment dans les études suivantes : CEPR (2002), De Broeck et Koen (2000), BERD (2003), Commission européenne (2001), Fidrmuc *et al.* (2002), Handler (2003), Martín *et al.* (2001) ainsi que dans les *Études économiques* de l'OCDE.
3. Les différences de PIB par habitant seront dans ce chapitre simplement désignées par « l'écart de revenu ».

Tableau VII.1. Des vitesses de convergences variables

	PIB par tête en dollars aux prix et PPA de 1995 <sup>a</sup>		Croissance annuelle à prix constant, 1995-2003	
	1995	2003	PIB	PIB par tête <sup>a</sup>
Irlande	17 885	29 984	7.9	6.7
<b>Pologne</b>	<b>7 529</b>	<b>10 460</b>	<b>4.0</b>	<b>4.2</b>
<b>Hongrie</b>	<b>9 022</b>	<b>12 389</b>	<b>3.8</b>	<b>4.0</b>
<b>République slovaque</b>	<b>8 109</b>	<b>10 933</b>	<b>3.8</b>	<b>3.8</b>
Corée	11 451	15 387	4.5	3.8
Grèce	12 983	16 791	3.7	3.3
Espagne	15 750	19 652	3.3	2.8
Mexique	6 932	8 165	3.6	2.1
Portugal	13 159	15 445	2.5	2.0
OCDE	19 962	23 254	2.7	1.9
<b>République tchèque</b>	<b>12 016</b>	<b>13 971</b>	<b>1.8</b>	<b>1.9</b>
Union européenne	19 931	23 066	2.1	1.8
Nouvelle-Zélande	17 018	19 692	3.0	1.8
Turquie	5 480	6 066	3.2	1.3

a) Les données de PIB par tête sont basées sur les comptes nationaux de l'OCDE. Les données pour 2003 sont des estimations.

Source: OCDE.

Tableau VII.2. Durée de demi-vie estimée de la convergence

	PIB par tête aux taux de PPA 1995 (EU = 100)		Nombre d'années pour atteindre la moitié de la convergence
	1995	2003	
	Hongrie	45	54
Pologne	38	45	37
République tchèque	60	61	..
République slovaque	41	47	40

Note: Ce tableau montre le nombre d'années nécessaire pour réduire l'écart du PIB par tête de moitié vis-à-vis de l'Europe occidentale à la vitesse enregistrée pendant les années 1995-2003. Le nombre d'années pour atteindre cette demi-convergence est calculé comme  $N = \ln(2) * (T_{1995-2003} / (\ln(1 - (Y/POP)_{2003}) / (1 - (Y/POP)_{1995})))$  avec N = nombre d'années pour combler la moitié de l'écart de revenu; T = nombre d'années durant la période étudiée; Y/POP = PIB par tête aux taux de PPA dans le pays vis-à-vis de l'Europe occidentale.

Source: OCDE

progression rapide plus faibles, des économies émergentes performantes telles que l'Irlande, la Corée ou l'Espagne ont affiché une croissance du PIB par habitant comparativement plus forte que celle des PECO-4 (tableau VII.1). Il serait cependant incorrect de considérer cette dernière décennie comme représentative du potentiel de croissance des PECO-4. La croissance de l'activité, sans doute déprimée ces derniers temps par les politiques monétaires restrictives mises en œuvre pour réaliser une désinflation substantielle, pourrait bénéficier à l'avenir d'un contexte macroéconomique plus favorable. Du reste, l'adhésion à l'Union européenne stimulera la croissance à la faveur, notamment, des transferts financiers en provenance des fonds

structurels, de la suppression des barrières commerciales à l'encontre de produits sensibles et, le cas échéant, d'une entrée en temps opportun dans la zone euro.

Si, dans le court terme, la croissance des PECO-4 est susceptible de s'accélérer à la faveur de la reprise européenne pour dépasser son rythme potentiel, une progression durablement plus forte du PIB exigera de nouvelles avancées substantielles sur le front de la réforme structurelle. De fait, les recherches passées (OCDE, 2003a) montrent clairement que la vitesse de convergence est très sensible aux politiques structurelles et macroéconomiques. S'appuyant sur ces recherches, la présente étude examine comment les PECO-4 pourraient accélérer la convergence. L'analyse aboutit aux trois conclusions suivantes :

*... en particulier dans trois domaines*

- Il est possible de renforcer la convergence des revenus en adoptant des politiques plus favorables à l'emploi. L'expérience des précédents entrants dans l'Union européenne montre qu'un rattrapage efficace implique à la fois des gains de productivité et des gains d'emploi. Or, dans les PECO-4, la croissance a été jusqu'ici alimentée exclusivement par la hausse de la productivité du travail, avec une contribution faible ou nulle des apports de main-d'œuvre. Les taux d'emploi n'ont cessé de baisser et sont aujourd'hui parmi les plus bas de la zone de l'OCDE (sauf en République tchèque), tandis que le chômage atteint un niveau record en Pologne et en République slovaque. Si cette situation reflète sans doute une certaine faiblesse conjoncturelle du marché du travail, les niveaux actuels de sous-emploi donnent à penser que les systèmes d'impôts et de transferts pénalisent les créations d'emploi. Les pays pourraient tirer profit d'une accélération de la croissance après l'adhésion pour rendre les politiques du marché du travail plus favorables à l'emploi.
- Une croissance soutenue de la productivité continuera de rester importante pour la convergence des revenus. La productivité a fortement augmenté ces derniers temps, mais cette dynamique ne sera sans doute pas permanente. À cet égard, le faible rythme d'accumulation du capital, surtout en Pologne et en Hongrie, a de quoi préoccuper, étant donné que l'investissement s'inscrit dans un scénario de convergence induite par les gains de productivité. Une augmentation de l'investissement requiert une amélioration de l'environnement dans lequel opèrent les entreprises. Aussi est-il crucial de stimuler la concurrence sur les marchés de produits. Des progrès ont été accomplis en vue de favoriser la concurrence dans la perspective de l'adhésion, mais à en juger par les données disponibles le cadre d'activité des entreprises n'est pas toujours transparent, et il convient d'égaliser les conditions de concurrence, surtout en Pologne. De plus, une amélioration quantitative et qualitative de l'infrastructure publique, surtout dans les réseaux de transport, serait susceptible de supprimer les goulets d'étranglement et de stimuler les gains de productivité. Ces réformes pourraient aussi susciter une reprise de l'investissement direct étranger, qui avait initialement dopé la formation de capital productif dans ces pays, avant de s'essouffler ces derniers temps.
- À plus long terme, il sera important de mettre en place une économie du savoir. Comme d'autres économies convergentes, les PECO-4 ont bénéficié d'un apport de technologies étrangères par l'ouverture au commerce extérieur et l'investissement direct étranger. Toutefois, ces technologies ne bénéficieront pas toujours automatiquement aux producteurs locaux. À en juger par l'expérience internationale, l'investissement en capital humain est

particulièrement utile pour faciliter le transfert de technologie étrangère. L'accroissement des dépenses de R-D joue aussi un rôle à cet effet, même si les politiques requises ne sont pas simples à formuler. À cet égard, il faut non seulement améliorer l'enseignement tertiaire mais aussi s'efforcer d'obtenir de meilleurs résultats dans les autres secteurs d'éducation.

## Faire appel aux ressources de main-d'œuvre disponibles

*Une convergence rapide exige à la fois des gains de productivité et un accroissement de l'emploi*

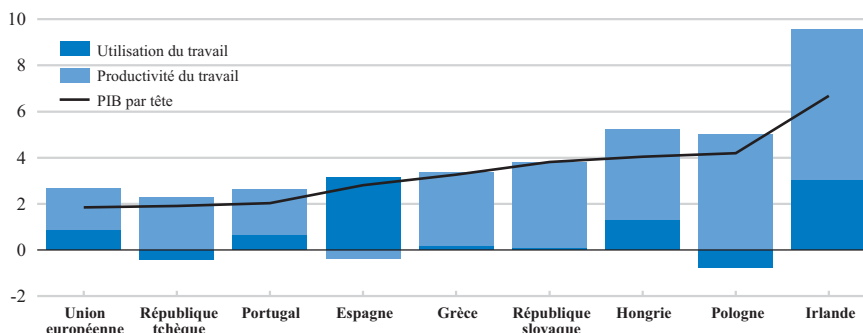
Au cours de la décennie écoulée, la croissance des PECO-4 a été presque exclusivement tirée par la productivité, tandis que l'évolution de l'emploi a été généralement négative (graphique VII.1). Ce profil de croissance plutôt déséquilibré a contrarié la convergence vers des niveaux de revenu plus élevés. L'expérience des précédents entrants dans l'Union européenne, notamment l'Irlande et l'Espagne, confirme amplement l'importance de la création d'emplois pour la convergence économique. Comme l'indique le graphique VII.2, l'Irlande est passée d'un niveau de revenu inférieur à la moyenne européenne en 1986 à un niveau supérieur à la moyenne en 2003, grâce à l'augmentation conjuguée de la productivité et de l'emploi. L'Espagne s'est également rapprochée du niveau de revenu moyen, moins rapidement toutefois que l'Irlande, et a fait largement appel à une utilisation accrue de la main-d'œuvre.

*Les PECO-4 ont le taux d'utilisation de la main-d'œuvre le plus bas de la zone de l'OCDE...*

Bien qu'il existe des différences d'un pays à l'autre, l'évolution du marché du travail dans les PECO-4 a été généralement négative. Les taux d'emploi en Pologne, en Hongrie et en République slovaque se situent entre 51 et 58 pour cent de la population en âge de travailler, et sont parmi les plus bas de la zone de l'OCDE (tableau VII.3). En Hongrie, les personnes sans emploi se sont retirées du marché du

Graphique VII.1. Sources de la croissance dans les pays de l'Union européenne en phase de rattrapage

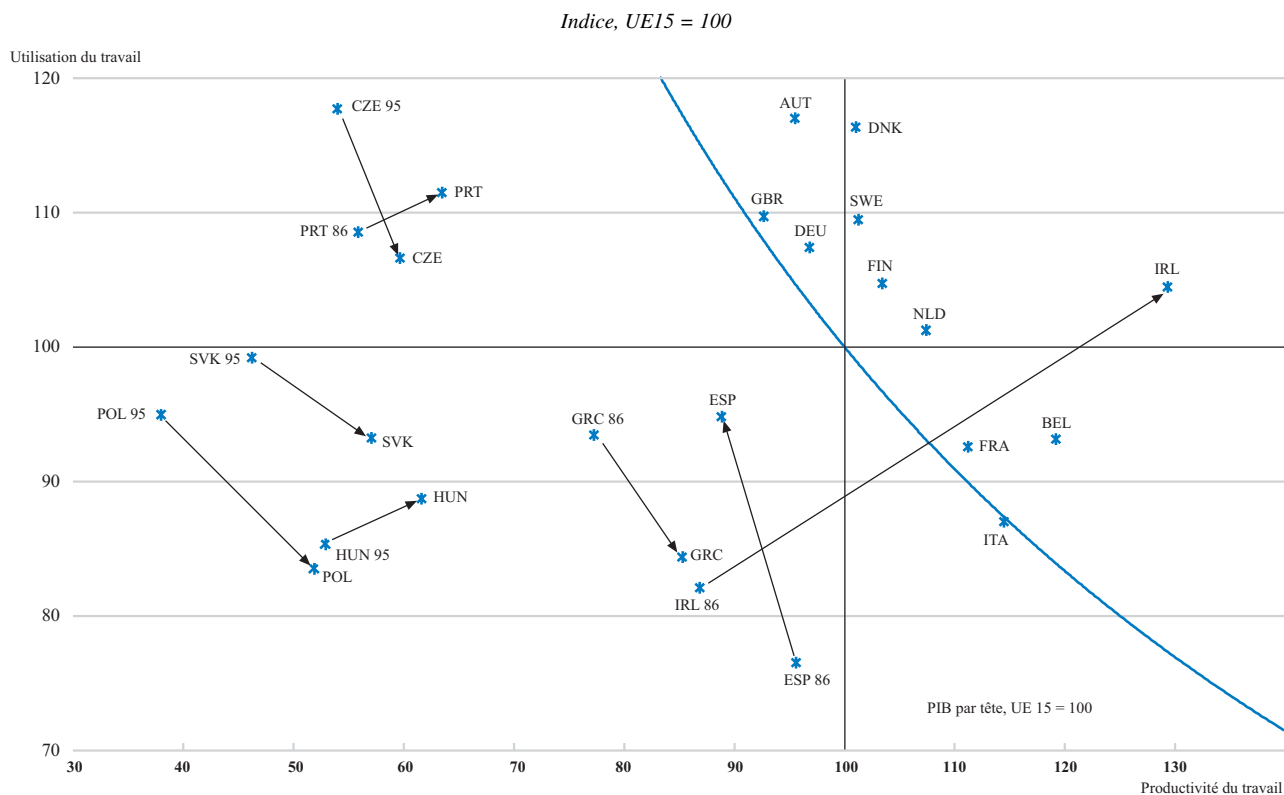
1995-2003



Note : Ce graphique montre la décomposition de la croissance du PIB réel par tête pendant la période 1995-2003 entre deux composantes : la variation de l'utilisation du travail et la variation de la productivité du travail. L'utilisation du travail est définie comme le rapport de l'emploi et de la population, et la productivité est définie comme le rapport du PIB réel et de l'emploi total. Par exemple, pour la République tchèque, le graphique montre que le PIB réel par tête s'est accru par 1.9 pour cent par an en moyenne pendant la période 1995-2003.

Source : OCDE.

## Graphique VII.2. PIB par tête : Divers profils de convergence, 2003



Note : Ce graphique montre la décomposition du PIB par tête entre deux composantes : l'utilisation du travail (rapport de l'emploi et de la population) et la productivité du travail (rapport du PIB réel et de l'emploi). Par exemple, les pays qui se trouvent en haut et à gauche du graphique combinent une utilisation de travail importante et un niveau bas de productivité, alors que les pays qui se trouvent en bas et à droite du graphique combinent une faible utilisation du travail et un niveau important de productivité. Toutes les contributions sont exprimées par rapport à l'UE 15. La courbe représente la combinaison de l'utilisation du travail et de productivité qui produit la moyenne du PIB par tête de l'UE 15 [(GDP/EMP) \* (EMP/POP) = 100]. Les pays à droite de la courbe ont un PIB par tête plus élevé que la moyenne de l'UE, alors que les pays à gauche de la courbe ont un niveau inférieur. Le graphique montre aussi la variation de position entre 1986 et 2003 (pour l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne) et entre 1995 et 2003 (pour les PECO-4).

Source : OCDE.

travail, d'où des taux d'activité faibles, même si une légère amélioration se dessine depuis quelques années<sup>4</sup>. En Pologne et en République slovaque, le sous-emploi s'est soldé par des taux de chômage de 17-20 pour cent, les plus élevés de la zone de l'OCDE. Exception faite de la République tchèque, où les niveaux d'emploi sont restés jusqu'ici élevés, la proportion de la main-d'œuvre au chômage ou inactive est donc assez forte, en particulier chez les jeunes et les travailleurs âgés.

Ces tendances reflètent des facteurs qui influencent à la fois la demande et l'offre de travail. Dans la phase initiale de la transition, les sureffectifs des entreprises publiques et le fait que certaines d'entre elles étaient concentrées dans des activités inéconomiennes ont rendu inévitables des vagues de licenciements. Pour faire face à ces lourdes pertes d'emplois, d'importants systèmes de prestations sociales et de préretraite ont été mis en place afin d'amortir le choc pour les individus

*... du fait de la faiblesse de la demande et de l'offre de travail*

4. Un important transfert de ressources de main-d'œuvre vers l'économie souterraine est également observé, qui aurait pour effet de déprimer le taux d'activité notifié dans les statistiques officielles, encore que l'ampleur de ce transfert soit difficile à mesurer avec précision (OCDE, 2003b).

Tableau VII.3. Principaux indicateurs structurels

En pourcentage, sauf indication contraire

	République tchèque	Hongrie	Pologne	République slovaque	Plus haut de l'OCDE	Plus bas de l'OCDE
Taux d'emploi <sup>a</sup>	65.4	55.6	50.5	57.6	84.1	46.3
Taux de chômage <sup>b</sup>	7.8	5.9	19.6	17.4	19.6	3.3
Taux d'activité <sup>a</sup>	70.9	59.1	62.9	69.8	87.6	51.8
Heures travaillées <sup>c</sup>	1 980.1	1 766.4	1 994.0	1 978.8	1 994.0	1 340.0
Prélèvements obligatoires sur les revenus du travail						
Coins fiscaux, travailleur célibataire <sup>d</sup>	43.8	45.7	42.9	41.4	54.5	14.1
Coins fiscaux, travailleur marié <sup>e</sup>	30.5	41.3	32.3	30.6	42.1	7.4
Indice composite total d'infrastructure <sup>f</sup>	67.0	66.1	54.1	..	114.3	54.1
Indicateur de la réglementation des marchés de produits <sup>g</sup>	2.9	1.6	3.3	..	3.3	0.5
Indicateur des restrictions vis-à-vis de l'investissement direct étranger <sup>h</sup>	0.2	0.2	0.2	0.2	0.4	0.1
Indicateur de performance de l'éducation (PISA) <sup>i</sup>	500.2	488.0	477.5	..	543.1	410.3
Années moyennes d'éducation <sup>j</sup>	10.2	10.9	11.5	11.0	13.0	7.2
Niveau d'éducation atteint <sup>k</sup>						
Primaire, début secondaire	20.1	32.6	25.9	20.8	22.6	73.7
Fin secondaire	70.7	55.6	64.5	70.5	40.8	19.3
Tertiaire	9.1	11.8	9.5	8.7	36.6	7.0

a) Données pour 2003, en pourcentage de la population en âge de travailler (15-64 ans). Pour la Hongrie, les données se réfèrent à 2002. Pour le taux d'emploi et le taux d'activité, l'indicateur le plus haut de l'OCDE concerne la Suisse et le plus bas la Turquie.

b) Données pour 2003. Définitions courantes (pour plus d'information, voir les *Perspectives économiques de l'OCDE*, Annexe Tableau 14). L'indicateur le plus haut de l'OCDE concerne la Pologne, le plus bas le Mexique.

c) Données pour 2002, heures travaillées annuelles. L'indicateur le plus haut de l'OCDE concerne la Pologne, le plus bas les Pays-Bas.

d) Données pour 2003, basées sur 100% des gains d'un ouvrier moyen sans enfants, en pourcentage des coûts de main-d'œuvre. L'indicateur le plus haut de l'OCDE concerne la Belgique, le plus bas la Corée.

e) Données pour 2003, basées sur 100% des gains d'un ouvrier moyen avec deux enfants, en pourcentage des coûts de main-d'œuvre. L'indicateur le plus haut de l'OCDE concerne la Turquie, le plus bas l'Irlande.

f) Données pour 2000. Cet indicateur est indexé aux États-Unis 1995=100. Le plus haut de l'OCDE concerne la Norvège, le plus bas la Pologne.

g) Données pour 1998. L'échelle de l'indicateur est comprise entre 0 et 6, du moins restrictif au plus restrictif. L'indicateur le plus haut de l'OCDE concerne la Pologne, le plus bas le Royaume-Uni.

h) Données pour 1998-2000. L'indice est compris entre 0 (moins restrictif) et 1 (plus restrictif). Y compris les limitations sur la participation étrangère, les restrictions sur le personnel étranger et la liberté opérationnelle, et les obligations de déclaration. L'indicateur le plus haut de l'OCDE concerne l'Islande, le plus bas le Royaume-Uni.

i) La performance se réfère à la moyenne des résultats en lecture, sciences et mathématiques (plus le chiffre est élevé, meilleure est la performance). L'indicateur le plus haut de l'OCDE concerne le Japon, le plus bas le Mexique.

j) Données pour 2002. Les indicateurs "plus haut" et "plus bas" se réfèrent uniquement aux pays de l'Union européenne. Le plus haut concerne l'Allemagne, le plus bas le Portugal.

k) Données pour 2001. Pourcentage de la population ayant atteint un certain niveau d'éducation. L'indicateur le plus haut (basé sur le niveau tertiaire) de l'OCDE concerne le Canada, le plus bas la Turquie.

Source: OCDE.

directement touchés par les restructurations sectorielles. Ces prestations non liées à l'exercice d'une activité sont en partie responsables du faible niveau de l'emploi. En assurant aux travailleurs licenciés des revenus de remplacement très élevés et souvent permanents, elles ont réduit considérablement leurs incitations à chercher un nouvel emploi – de sorte que des employeurs potentiels dans d'autres secteurs de l'économie ont été privés de leurs services professionnels.

***L'embauche de travailleurs non qualifiés est entravée par le coût élevé de la main-d'œuvre...***

En outre, pour financer les prestations de non-activité il a fallu relever les prélèvements sur les salaires jusqu'à des niveaux qui dépriment la création d'emplois, surtout chez les travailleurs peu qualifiés, un peu à l'image de ce qui a été observé dans certains pays de l'Union européenne. Dans les quatre pays, les coûts de main-d'œuvre sont poussés à la hausse par les prélèvements obligatoires sur les

revenus du travail (impôt sur le revenu des personnes physiques et cotisations de sécurité sociale) qui représentent entre 40 et 45 pour cent des coûts de main-d'œuvre et sont parmi les plus élevés de la zone de l'OCDE. Sous le système de planification centralisée, le système fiscal faisait déjà appel à l'imposition des revenus du travail. À l'amorce de la transition, ces impôts déjà élevés ont été alourdis afin de financer les programmes de protection sociale mis en place pour tenter d'alléger les coûts sociaux de la transition<sup>5</sup>. La contraction de l'emploi ayant provoqué une érosion de la base imposable, il a fallu relever encore les taux d'imposition pour maintenir la viabilité financière des systèmes de protection sociale.

Un autre facteur ayant apparemment réduit la demande de travailleurs peu qualifiés est le niveau élevé des salaires minimums légaux, qui atteignent actuellement près de 40 pour cent des salaires moyens dans les quatre pays. Certes, ce niveau ne diffère pas sensiblement de ceux observés dans certains pays de l'Union européenne, mais le salaire minimum a eu sans doute un impact particulièrement préjudiciable dans les PECO-4, où les travailleurs peu qualifiés ont été frappés en masse par les restructurations économiques.

*... par le niveau élevé des salaires minimums au regard du salaire moyen...*

De surcroît, la rigueur du régime de protection contre les licenciements a accru le coût de la main-d'œuvre et rendu les employeurs réticents à recruter de nouveaux travailleurs. Les licenciements impliquent normalement des négociations avec les syndicats, des délais de préavis considérables et des indemnités de licenciement élevées. Les règles concernant les licenciements collectifs sont plus sévères que pour les licenciements individuels et le recours à des formes de travail plus flexibles comme les contrats de durée déterminée fait l'objet de limitations. En République tchèque, indépendamment de la période de préavis de trois mois imposée pour les licenciements collectifs, l'employeur est tenu d'informer et de consulter les syndicats et le service de l'emploi à la suite d'un licenciement. Si le tribunal décide que l'employeur aurait pu conserver le salarié, un salaire doit être versé après le licenciement jusqu'à ce que le travailleur retrouve un emploi approprié. Même si la législation sur la protection de l'emploi n'est pas fondamentalement plus rigoureuse que celle en vigueur dans l'Union européenne, il est indispensable de créer des possibilités d'emploi pour un grand nombre de personnes sans travail. Cela nécessite un degré de flexibilité particulièrement élevé, surtout en Pologne et en République slovaque où le chômage atteint des niveaux records.

*... par les règles de protection de l'emploi...*

Un autre facteur négatif qui altère le fonctionnement des marchés du travail est la faible mobilité régionale de la main-d'œuvre, qui a contribué à une très grande dispersion interrégionale des taux de chômage dans chacun des PECO-4. La restructuration économique devrait en principe entraîner une migration des travailleurs des régions à chômage élevé vers des régions plus dynamiques. Certaines régions très industrialisées ont été particulièrement touchées par la restructuration ou la liquidation des entreprises publiques durant la transition, et elles enregistrent des taux de chômage supérieurs à la moyenne. Dans d'autres régions, la création d'emplois s'est montrée dynamique, grâce, entre autres, aux investissements directs étrangers. Des données empiriques montrent toutefois que les sans-emploi ne sont pas désireux ou capables de changer de lieu de résidence et qu'ils restent au chômage dans leur région d'origine. En conséquence, les employeurs ont parfois des difficultés à recruter des travailleurs qualifiés dans les localités plus dynamiques. Ce

*... et par la faible mobilité régionale*

---

5. Feldmann (2004).

chômage élevé associé à des difficultés d'embauche entrave la capacité des économies à absorber les chocs et à croître. Le manque de mobilité est dû à de nombreux facteurs, dont les principaux sont la conjonction d'un niveau substantiel des prestations sociales et d'un coût de la vie réduit dans les zones à fort chômage, et la rigidité du marché du logement. La forte variation du coût de la vie, conjuguée à des niveaux de prestations sociales définis à l'échelon national, fait que les demandeurs d'emploi ont souvent davantage intérêt à cumuler ces ressources avec des activités non marchandes. En outre, les travailleurs sont souvent dans l'impossibilité de changer de résidence, car les régions à croissance rapide manquent de logements locatifs et de maisons vacantes d'un prix abordable. Tandis que les gouvernements ont dépensé des sommes considérables pour subventionner l'accession à la propriété, on ne s'est guère efforcé de développer le marché locatif. De plus, le contrôle des loyers et la protection excessive accordée aux locataires se sont conjugués pour limiter l'investissement privé sur ce marché. Des efforts ont été déployés pour libéraliser ces marchés dans chacun de ces pays, mais leur portée est restée jusqu'ici limitée<sup>6</sup>.

*Des réformes des marchés du travail pourraient stimuler la croissance*

En somme, les facteurs expliquant le bas niveau de l'emploi dans les PECO-4 ne semblent pas très différents de ceux qui agissent dans plusieurs pays de l'Union européenne, et les remèdes sont par conséquent similaires. Une meilleure utilisation de l'offre existante de main-d'œuvre aurait des effets positifs sur la croissance potentielle. Si les taux d'emploi s'élevaient jusqu'aux niveaux plutôt modestes observés dans les 15 États membres de l'Union européenne, le PIB par habitant pourrait gagner jusqu'à 7 à 10 points de pourcentage en Hongrie, en Pologne et en République slovaque<sup>7</sup>. Afin d'accroître les niveaux d'emploi, les quatre pays commencent à réformer leurs marchés du travail dans le but de raccourcir les préavis de licenciement, d'augmenter la diversité et la flexibilité des contrats de travail et d'abaisser simultanément les cotisations de sécurité sociale et les prestations de non-activité. Dans le contexte actuel de chômage élevé ou de faible activité, la mise en œuvre de ces réformes risque d'être difficile, mais elle sera peut-être facilitée par l'amélioration des perspectives de croissance que les PECO-4 devraient connaître au cours des prochaines années.

## Maintenir une forte stimulation de la productivité

*La croissance de la productivité pourrait rester forte...*

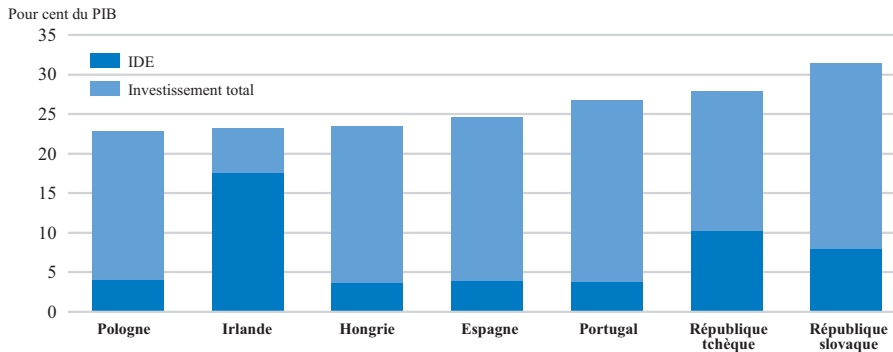
Si la croissance de la productivité a été remarquablement robuste jusqu'ici, elle a sans doute été stimulée par des facteurs temporaires – notamment le retrait de travailleurs peu qualifiés de la population active – dont l'action s'est ajoutée à l'amélioration sous-jacente de l'efficacité individuelle des travailleurs. L'instauration d'un environnement propice à des gains de productivité durables restera donc cruciale pour stimuler la croissance du PIB par habitant. Il apparaît deux sources de préoccupation à cet égard : le faible niveau de l'accumulation de capital dans certains pays et un degré insuffisant de concurrence sur les marchés de produits.

6. CERGE-EI (2003).

7. Ce calcul repose sur l'hypothèse selon laquelle l'augmentation des taux d'emploi n'abaisse pas la productivité. Si la productivité du travail était négativement affectée, l'impact sur le PIB par habitant serait moins sensible.

## Graphique VII.3. Entrées d'IDE et investissement total

Moyenne 1998-2002



Source : OCDE ; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

Les pays qui convergent vers des niveaux de revenu plus élevés accumulent généralement du capital à un rythme plus rapide que les autres. Des taux d'investissement élevés aident à stimuler le progrès technique et s'inscrivent dans un scénario d'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre durant le processus de convergence. Les pays post-communistes sont confrontés à une difficulté supplémentaire : moderniser le stock de capital hérité du passé. À cet égard, les niveaux actuels d'investissement en Pologne et, dans une moindre mesure, en Hongrie, sont relativement bas, du fait en partie de l'essoufflement de l'IDE (graphique VII.3). Les entrées d'IDE ont fortement contribué à l'accumulation de capital durant l'étape initiale de la transition, mais ces derniers temps elles se sont considérablement affaiblies, notamment en Pologne. Apparemment, les investisseurs étrangers ont anticipé l'élargissement et pris des positions de marché dans ces pays bien avant la date formelle d'adhésion à l'Union européenne. Les investisseurs ont mis à profit la privatisation à grande échelle pour acquérir des parts de marché dans certains secteurs (notamment la banque ou le commerce de détail) et ils ont établi des plates-formes manufacturières d'exportation prêtes à profiter de la suppression des barrières tarifaires et non tarifaires.

*... grâce à des investissements élevés, notamment étrangers...*

Il est possible de susciter une deuxième vague d'investissements directs étrangers. Après avoir attiré les producteurs industriels, les PECO-4 pourraient très bien accueillir des investissements spécialisés dans la prestation de services internationaux<sup>8</sup>. Les restrictions actuelles à l'encontre des investisseurs étrangers risquent toutefois de freiner ces entrées. L'indice de restriction de l'IDE estimé par l'OCDE montre que les restrictions dans ce domaine étaient significatives en Pologne et en République slovaque en 1998-2000. La République tchèque et la Hongrie apparaissaient moins restrictives, sans pour autant être aussi ouvertes à l'IDE que beaucoup de pays membres de l'Union européenne<sup>9</sup>. Généralement, tandis que le secteur manufacturier et le secteur du tourisme étaient ouverts à l'investissement étranger, la plupart des obstacles administratifs se rencontraient dans les industries de réseau, notamment l'électricité, les télécommunications et les

*... mais il faut pour cela supprimer les entraves à l'IDE...*

8. Ainsi, la République tchèque a récemment accueilli des investissements dans les secteurs de la comptabilité d'entreprise et des expéditions aériennes internationales.

9. Golub (2003).

transports. Étant donné leurs vastes besoins en termes d'accumulation de capital, ces pays auraient tout intérêt à être le plus ouverts possible. L'adhésion à l'Union européenne suppose la suppression de bon nombre des restrictions qui entravaient jusqu'ici l'investissement direct étranger. Toutefois, les gouvernements nationaux conservent des marges de manœuvre considérables au sein de l'Union européenne. La façon dont ils utiliseront (ou non) ces marges peut contribuer dans une large mesure à rendre les économies d'Europe centrale plus (ou moins) attractives aux yeux des investisseurs étrangers.

*... moderniser l'infrastructure de transport public...*

La modernisation de l'infrastructure de transport public constitue un important aspect de l'accumulation de capital durant la phase de rattrapage. Des études de l'OCDE relèvent un développement insuffisant de l'infrastructure de transport dans certains des pays d'Europe centrale, et surtout en Pologne. À l'heure actuelle, les réseaux routiers et ferroviaires apparaissent inadéquats dans la plupart des pays accédants. Avec l'expansion des activités industrielles et commerciales, l'infrastructure de transport et de communications prendra de plus en plus d'importance. Un développement insuffisant des infrastructures pourrait engendrer des goulets d'étranglement et, par voie de conséquence, un ralentissement de la croissance économique. Une infrastructure de réseau inadaptée serait un facteur particulièrement dissuasif pour les investisseurs étrangers, qui craindraient sans doute de ne pas être en mesure d'importer des intrants indispensables et d'exporter leurs produits finis. Aussi, les politiques visant à promouvoir l'investissement dans l'infrastructure de transport revêtiront une grande importance.

*... stimuler la concurrence...*

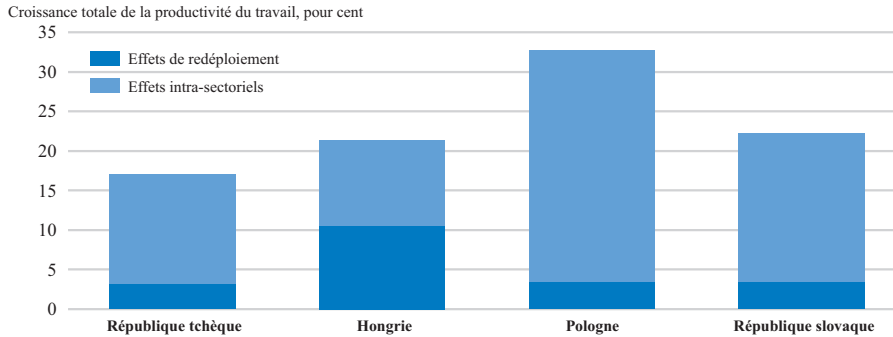
Un autre déterminant clé de la croissance de la productivité est le degré de concurrence sur les marchés de produits et, plus précisément, la capacité des entreprises d'exercer leurs activités sans subir d'interventions étatiques indues. Des recherches récentes à l'OCDE soulignent le rôle de la concurrence sur les marchés de produits dans le processus de rattrapage. Il en ressort notamment que, dans les secteurs retardataires, la levée des obstacles à la concurrence peut réduire jusqu'à 10 points de pourcentage le déficit de productivité par rapport aux meilleurs résultats<sup>10</sup>. Il est difficile d'évaluer le degré actuel de concurrence sur le marché dans les quatre économies accédantes, car leurs politiques de la concurrence et leurs cadres réglementaires sont en cours de réforme. Dans le contexte de leur transition, ces économies ont largement démantelé les réglementations coercitives antérieures, mais des interventions étatiques non négligeables subsistent dans quelques secteurs. Les indicateurs de réglementation de l'OCDE pour l'année 1998 montraient qu'il existait encore une large marge de rattrapage par rapport aux pays affichant les meilleures pratiques dans ce domaine. Il est certain que la réforme de la réglementation a progressé depuis lors. En particulier, les obstacles explicites au commerce international (notamment les droits de douane à l'importation) ont été ramenés à des niveaux moins élevés et la taille du secteur public a été réduite.

*... et lever les obstacles au redéploiement de la main-d'œuvre*

Afin de résorber les écarts de productivité globaux, il faut non seulement augmenter la productivité à l'intérieur des secteurs ou des entreprises, mais aussi redistribuer les emplois entre secteurs. De fait, le processus à long terme de développement économique implique un transfert de ressources en main-d'œuvre aux activités produisant des biens et services à plus forte valeur ajoutée. Avec cette réorientation de la main-d'œuvre, la structure des économies moins avancées devient

10. OCDE (2003a).

Graphique VII.4. Décomposition de la croissance de la productivité du travail, 1994-2000



Note : Le graphique met en évidence la décomposition de la croissance de la productivité entre effets intra-sectoriels et effets de redéploiement du facteur travail entre secteurs. La première contribution est calculée comme la moyenne pondérée des taux de croissance de la productivité par secteur. La deuxième contribution est obtenue en calculant la moyenne des variations du ratio emploi sectoriel/emploi total, pondérée par la productivité relative du secteur. Plus spécifiquement, le deuxième élément est calculé comme :

$$\sum_i \frac{LP_i(t-1)}{LP(t-1)} \cdot \left( \frac{L_{i,t}}{L_t} - \frac{L_{i,t-1}}{L_{t-1}} \right)$$

avec LP le niveau de productivité, L le niveau de l'emploi et  $i$  les différents secteurs. Dans ce graphique, l'économie est divisée entre six secteurs, utilisant la Classification type par industrie de toutes les branches d'activité économique (CITI).

Source : OCDE.

progressivement plus semblable à celle des économies développées. Selon des recherches empiriques récentes, l'évolution de la productivité dans l'Union européenne par rapport aux États-Unis a été positivement influencée par cet « effet de redéploiement » durant les années 80 et 90<sup>11</sup>. La contribution de l'effet de redéploiement, devrait en principe être maximale durant les premières étapes de la convergence. Cependant, des signes montrent clairement que ce redéploiement de la main-d'œuvre vers des activités plus productives a été souvent retardé dans les PECO-4 par diverses politiques, notamment l'octroi prolongé de subventions aux industries sur le déclin (industries extractives, industries lourdes, etc.) et par des régimes de sécurité sociale permettant à certains secteurs (l'agriculture, par exemple) de bénéficier d'un traitement exceptionnellement favorable. Ces obstacles à la sortie ont freiné la croissance de la productivité dans divers pays d'Europe centrale. L'exemple le plus frappant est celui de l'agriculture polonaise : les exploitations agricoles y emploient encore près d'un cinquième de la population active mais ne fournissent que 3 pour cent du PIB de la Pologne. Comme l'indique le graphique VII.4, la contribution de « l'effet de redéploiement » à la croissance de la productivité est plus faible en Pologne que dans le reste des PECO-4, alors qu'elle aurait pu être bien plus élevée eu égard à la taille plus importante du secteur agricole.

11. Commission européenne, (2003).

## À plus long terme, construire des économies fondées sur le savoir

### *La diffusion de la technologie favorise le rattrapage*

La diffusion de la technologie est un important ingrédient du processus de convergence<sup>12</sup>. Dans les économies en phase de rattrapage, plusieurs mécanismes interdépendants sont à l'œuvre pour faciliter l'absorption de la technologie. L'exposition au commerce international est l'un de ces mécanismes, car elle crée des liens technologiques entre fournisseurs et acheteurs. L'investissement direct étranger agit aussi dans ce sens, puisque la technologie est transférée de l'entreprise mère à ses filiales, puis des filiales aux fournisseurs locaux<sup>13</sup>. L'intégration dans l'Union européenne peut faciliter le transfert de technologie par diverses voies, par exemple la migration de personnel qualifié, la R-D ou la coopération universitaire.

### *Toutefois, ce processus n'est pas automatique*

La diffusion de la technologie n'est cependant pas un processus automatique. L'absorption des transferts de technologie dépend dans une large mesure de conditions locales appropriées. Il s'agit du degré de concurrence sur les marchés de produits (voir plus haut) mais aussi, et pour une bonne part, du niveau de qualification de la population active et de la présence d'une communauté de chercheurs capables de transposer les technologies étrangères.

### *Un système éducatif efficace est important...*

La présence d'une main-d'œuvre instruite et adaptable est une importante condition préalable pour mettre à profit les avantages de la technologie. Des travailleurs ayant suivi un programme d'études générales bien conçu, qui leur enseigne comment apprendre – au lieu de se contenter de compétences spécifiques acquises – sont mieux armés pour répondre à l'évolution des besoins sur le marché du travail. L'investissement dans l'enseignement général et dans d'autres éléments du capital humain est donc crucial pour maximiser les avantages de retombées technologiques. Les PECO-4 affichent des niveaux d'instruction élevés si l'on en juge par la durée moyenne des études ou les taux de scolarisation parmi les cohortes récentes. La durée moyenne des études, comprise entre 10 et 11 ans, est à peu près équivalente à celle observée dans l'Union européenne et plus longue qu'en Europe méridionale. Le système éducatif a toujours accordé une grande importance à l'enseignement primaire et secondaire : en moyenne, 65 à 70 pour cent de la population ont fait des études jusqu'au niveau du deuxième cycle de l'enseignement secondaire<sup>14</sup>. De fait, selon des recherches récentes du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), les performances globales en calcul et écriture sont proches de la moyenne des pays membres et dépassent ce que l'on pourrait attendre compte tenu des niveaux du PIB par habitant ou des dépenses par élève dans les PECO-4.

### *... mais les systèmes d'éducation privilégient l'apprentissage passif*

Néanmoins, en Europe centrale le système d'enseignement secondaire s'attache encore trop à inculquer des compétences spécifiques par l'apprentissage passif et la mémorisation, ce qui ne constitue pas une bonne préparation pour les jeunes dans une économie de marché où l'adaptabilité, la flexibilité et l'autonomie jouent un rôle majeur<sup>15</sup>. Ainsi, selon des enquêtes auprès d'employeurs privés en République slovaque, le système éducatif public a privilégié l'apprentissage passif, de sorte que les jeunes en fin d'études ont des compétences de gestion et linguistiques

12. Acemoglu *et al.* (2002) ; Aghion et Cohen (2004).

13. OCDE (2002).

14. Exception faite de la Hongrie, où le niveau d'instruction est plus bas.

15. CERGE-EI (2003).

insuffisantes<sup>16</sup> et sont incapables de faire face à des situations concrètes sur le lieu de travail (OCDE, 2004). Si la part des cours généraux dans la plupart des programmes a augmenté, le système éducatif des quatre pays met traditionnellement l'accent sur la formation professionnelle, au détriment de l'enseignement général. Les travailleurs qui ont suivi avec succès une formation professionnelle possèdent des compétences hautement spécialisées, mais sont mal préparés à répondre à l'évolution des demandes d'une économie de marché<sup>17</sup>. Diverses mesures ont été engagées pour réformer les systèmes éducatifs et les adapter aux défis des temps modernes.

L'investissement dans l'enseignement universitaire est particulièrement important pour former des travailleurs qualifiés et mettre à profit les retombées des technologies nouvelles. D'après une étude menée à partir d'un échantillon d'individus durant les années du communisme puis de la transition, en République tchèque la structure des salaires a considérablement évolué depuis l'émergence d'une économie de marché<sup>18</sup>. Les individus qui ont obtenu les plus fortes hausses de rémunération sont les diplômés de l'enseignement secondaire et de l'université. Ce taux de rendement élevé de l'éducation stimule l'entrée dans l'enseignement supérieur en Europe centrale, notamment en Pologne et en Hongrie, où la part des titulaires d'un diplôme tertiaire a augmenté rapidement<sup>19</sup>. En revanche, la demande d'études tertiaires est très supérieure à l'offre dans la République tchèque, car les contraintes financières limitent le nombre de places<sup>20</sup>. L'instauration de frais de scolarité dans l'enseignement tertiaire, associée à un système de prêts pour études,<sup>21</sup> serait un moyen d'atténuer ces contraintes financières. L'adhésion à l'Union européenne devrait aussi favoriser l'accès des étudiants aux universités des États membres existants. Ces approches se justifient par le fait qu'il s'agit d'un domaine où le rendement privé l'emporte sur le rendement social<sup>22</sup>.

*L'enseignement universitaire s'est développé rapidement*

L'intensité de R-D est aussi un important facteur de diffusion de la technologie. Bien que les économies en phase de rattrapage se trouvent éloignées de la frontière technologique, leurs organismes de recherche peuvent néanmoins contribuer dans une large mesure à étudier, absorber et adapter la nouvelle technologie. Étant donné l'importance de ce facteur, il est inquiétant de constater que les niveaux des dépenses de R-D dans les quatre pays accédants sont parmi les plus bas de la zone de l'OCDE (tableau VII.4). Les établissements publics de recherche, notamment les facultés de sciences ou les laboratoires annexes, étaient dépourvus de ressources à l'amorce du processus de transition, et certains instituts de recherche sont devenus des entreprises commerciales. Dans le secteur des entreprises, les unités de recherche ont souvent été fortement réduites après la privatisation. Les investisseurs étrangers ont généralement apporté des technologies de l'étranger, au lieu de les développer sur place. Il convient donc de donner une nouvelle impulsion pour mettre en place un cadre propice au développement des capacités nationales de R-D.

*La faiblesse des dépenses de R-D freine l'absorption de la technologie*

16. La formation aux langues étrangères varie toutefois d'un pays à l'autre. La République tchèque a une proportion élevée d'élèves qui parlent couramment l'anglais et l'allemand.

17. Feldmann (2004).

18. Munich (2003).

19. Feldmann (2004).

20. CERGE-EI (2003).

21. Les dispositifs associant des frais de scolarité à des remboursements sous conditions de ressources ont fait leurs preuves dans un certain nombre de pays de l'OCDE.

22. Blöndal *et al.* (2002).

Tableau VII.4. Production de technologie et dépenses de R-D

	Part de la production de TIC dans la valeur ajoutée du secteur manufacturier total, 2000	Dépenses en R-D en % du PIB, 2000	R-D des entreprises en % du PIB, 2000	R-D par filiales étrangères <sup>a</sup>
Pologne	..	0.7	0.3	12.1
Espagne	3.2	0.9	0.5	31.0
République slovaque	3.3	0.7	0.4	19.0
République tchèque	4.2	1.3	0.8	7.7
Portugal	4.5	0.8	0.2	30.8
Allemagne	5.0	2.5	1.8	19.0
Canada	5.8	1.9	1.1	31.6
France	6.3	2.2	1.4	16.4
Pays-Bas	6.8	1.9	1.1	21.5
Hongrie	9.3	0.8	0.4	78.5
Royaume-Uni	9.7	1.9	1.3	39.4
États-Unis	12.8	2.8	2.1	15.0
Irlande	18.7	1.2	0.8	65.2
Finlande	21.7	3.4	2.4	14.2

Note : Sources nationales ajustées pour des définitions de l'OCDE; couverture différente selon des pays.

a) En pourcentage des dépenses R-D du secteur des entreprises, différentes années.

Source: OCDE.

***Des politiques structurelles  
appropriées peuvent accélérer  
la convergence vers un niveau  
de revenu plus élevé***

En résumé, si, dans les circonstances actuelles, la convergence vers des niveaux de revenu plus élevés semble une perspective lointaine pour les PECO-4, l'issue n'est pas pour autant déterminée d'avance. L'expérience des précédents entrants donne à penser que le cadre de l'Union européenne offre une grande marge d'action pour engager des politiques favorables à la croissance. La voie la plus prometteuse à cet égard semble être la création d'emplois, qui a été jusqu'ici insuffisante et qui a engendré un profil de croissance assez déséquilibré. Les causes de cette mauvaise performance de l'emploi s'apparentent à celles qui ont été observées dans d'autres pays membres de l'OCDE, notamment dans l'Union européenne, et les remèdes sont donc similaires. L'allègement de la fiscalité du travail, l'assouplissement de la législation sur la protection de l'emploi et la réduction des prestations d'inactivité seraient très utiles à cet égard. Si la présente conjoncture budgétaire et la situation du marché du travail ne sont sans doute pas idéales pour ces réformes, une nouvelle accélération de la croissance pourrait offrir l'occasion idoine. L'emploi est une source de croissance essentielle, mais une forte croissance de la productivité restera un ingrédient indispensable au processus de rattrapage. À cet effet, il est important d'engager des réformes favorisant une concurrence plus vive, et notamment de rendre plus transparentes les règles de concurrence. L'accélération du rythme d'accumulation du capital dépendra pour une bonne part de l'IDE. L'instauration de conditions plus propices à une seconde vague d'investissements – davantage axés sur les services – se révèle donc importante, de même que la rénovation de l'infrastructure de transport. À plus longue échéance, la mise en place d'une économie du savoir sera de plus en plus cruciale pour maintenir une convergence rapide. Cela souligne la nécessité d'investir dans le capital de connaissances, qu'il s'agisse de l'enseignement tertiaire ou des autres niveaux d'éducation, et de créer des conditions propices aux activités de R-D.

## BIBLIOGRAPHIE

ACEMOGLU, D., P. AGHION et F. ZILIBOTTI (2002), « Distance to frontier, selection and economic growth », *NBER Working Paper*, n° 9066, Cambridge, MA.

AGHION, P. et E. COHEN (2004), « Éducation et croissance », Rapport du Conseil d'analyse économique, La Documentation Française, Paris.

BLÖNDAL, S. S. FIELD et N. GIROUARD (2002), « Investment in human capital through post-compulsory education and training: selected efficiency and equity aspects », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 333, Paris.

CENTRE FOR ECONOMIC POLICY RESEARCH (CEPR) (2002), « Who's Afraid of the Big Enlargement? », *CEPR Policy Paper*, n° 7, juin, Londres.

CERGE-EI (2003), « Czech Republic 2002 – Invited to the EU », Centre for Economic Research and Graduate Education of Charles University & Economics Institute of the Academy of Sciences of the Czech Republic.

DE BROECK, M. et V. KOEN (2000), « The “Soaring Eagle”: Anatomy of the Polish Take-Off in the 1990s », *Fonds monétaire international, document de travail* n° 6.

BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BERD) (2003), *Transition Report 2003*, Londres.

COMMISSION EUROPÉENNE (2001), « Real convergence in candidate countries, past performance and scenarios in the pre-accession economic programmes », ECFIN/708/01-EN, Bruxelles.

COMMISSION EUROPÉENNE (2003), *L'économie de l'UE : Bilan 2003*, Bruxelles.

FELDMANN, H. (2004), « How flexible are labour markets in the EU accession countries Poland, Hungary and the Czech Republic? », *Comparative Economic Studies*, vol. 46, n° 2, à paraître.

FIDRMUC, J., J. FIDRMUC et J. HORVATH (2002), « Visegrad Economies: Growth Experience and Prospects », Report prepared for the GDN global research project: determinants of economic growth, Centre for European Integration Studies, Bonn.

GOLUB, S. (2003), « Measures of restrictions on inward foreign direct investment for OECD countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 357, Paris.

HANDLER, H. (dir. de publ.) (2003), *Structural Reforms in the Candidate Countries and the European Union*, ministère autrichien des Affaires économiques et du Travail, Economic Policy Center, Vienne.

MARTÍN, C., F.J. VELÁSQUEZ et F. FUNCK (2001), « European integration and income convergence », Banque mondiale, *document ronéoté*.

MÜNICH, D. (2003), *Human Capital in Transition – Czech Students and Workers Adapting to the Market*, CERGE-EI, Prague.

OCDE (2002), *L'investissement direct étranger au service du développement – Optimiser les avantages, minimiser les coûts*, Paris.

OCDE (2003a), *Les sources de la croissance économique dans les pays de l'OCDE*, Paris.

OCDE (2003b), *Études économiques de l'OCDE. Hongrie*, Paris.

OCDE (2004), *Études économiques de l'OCDE. République slovaque*, Paris.

## **Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE***

### **N° 74, décembre 2003**

Cyclicité de la politique budgétaire : le rôle de la dette, des institutions et des contraintes budgétaires  
Relations financières entre l'État et les collectivités territoriales  
Dépenses publiques : améliorer le rapport coûts-résultats

### **N° 73, juin 2003**

Après la bulle des télécommunications  
Politiques structurelles et croissance  
Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE  
Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE  
Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger

### **N° 72, décembre 2002**

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles  
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi  
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique  
La persistance de l'inflation dans la zone euro

### **N° 71, juin 2002**

Conséquences économiques du terrorisme  
Les changements en cours du cycle économique  
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production  
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

### **N° 70, décembre 2001**

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics  
L'investissement en capital humain *via* l'enseignement et la formation post-obligatoires  
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

### **N° 69, juin 2001**

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge  
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE  
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE  
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des micro-données

### **N° 68, décembre 2000**

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international  
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE  
Prix des logements et activité économique  
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

### **N° 67, juin 2000**

La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels  
Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE  
Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique  
Performance récente du marché du travail et réformes structurelles  
La politique monétaire dans un environnement financier en mutation

# DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Des informations sur les publications et les études récentes du Département des affaires économiques sont disponibles sur le site Web de l'OCDE à partir de [www.oecd.org/eco-fr](http://www.oecd.org/eco-fr). Ce site propose la série complète des *Documents de travail du Département des affaires économiques* ([www.oecd.org/eco/documentsdetravail](http://www.oecd.org/eco/documentsdetravail)), disponibles gratuitement, ainsi que les résumés des éditions récentes de la série des *Études économiques de l'OCDE* ([www.oecd.org/eco/etudeseconomiques](http://www.oecd.org/eco/etudeseconomiques)) et des *Perspectives économiques de l'OCDE* ([www.oecd.org/eco/perspectiveseconomiques](http://www.oecd.org/eco/perspectiveseconomiques)).

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

### Flashfile des *Perspectives économiques* de l'OCDE

Un fichier de données contenant un résumé des prévisions des *Perspectives* est disponible sur le Web dès le jour de la parution de la version préliminaire des *Perspectives*, un mois à six semaines avant la publication finale ([www.oecd.org/eco/statistiques](http://www.oecd.org/eco/statistiques)). Les données pour les variables macroéconomiques clés sont présentées pour tous les pays et régions de l'OCDE sous forme de fichier Excel, qui peut être exploité directement avec la plupart des logiciels statistiques et analytiques. Le Flashfile des *Perspectives économiques* est disponible gratuitement, en anglais.

### Statistiques et prévisions sur CD-ROM

Un CD-ROM contenant les données historiques et les prévisions des *Perspectives* est commercialisé en même temps que la publication. Le CD-ROM des *Perspectives* contient quelque 4 000 séries macroéconomiques temporelles pour les pays de l'OCDE et les régions hors OCDE. Ces séries commencent en 1960 et finissent à l'horizon des prévisions publiées.

La couverture générale par sujet et par pays pour ces deux versions est la suivante :

#### Couverture par sujet

- Produit intérieur brut et ses composantes
- Comptes d'affectation des administrations publiques et des ménages
- Indicateurs monétaires et budgétaires
- Marché du travail et indicateurs d'offre
- Salaires, prix et profits
- Échanges internationaux
- Production potentielle et écarts de production

#### Couverture par pays

- 30 pays de l'OCDE
- Zone euro
- Régions de l'OCDE
- Régions hors OCDE

Les abonnements, incluant la version imprimée des *Perspectives*, peuvent être souscrits à tout moment de l'année. Pour obtenir des conditions préférentielles (universités, administrations, etc.) et des informations sur les droits de reproduction, veuillez contacter Les éditions de l'OCDE. Pour plus d'informations, il vous suffit de vous abonner aux Newsletters de l'OCDE ([www.oecd.org/OECDdirect](http://www.oecd.org/OECDdirect)), de visiter notre librairie en ligne ([www.sourceOCDE.org](http://www.sourceOCDE.org)), ou bien encore d'envoyer votre commande à :

**Les éditions de l'OCDE**  
2, rue André-Pascal  
75775 Paris Cedex 16  
FRANCE

# ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

Pour une analyse approfondie de la situation économique des pays, lisez les *Études économiques de l'OCDE*. En apportant une information riche sur l'évolution économique, cette série sert de référence aux institutions financières, aux entreprises multinationales, aux bureaux de consultants, aux universités et aux bibliothèques du monde entier. Chaque numéro contient une évaluation de l'OCDE sur :

- Les performances macroéconomiques récentes et les perspectives à court terme, axée sur la pertinence de la politique monétaire et la soutenabilité des finances publiques.
- La politique économique et les réformes structurelles dans de nombreux domaines, tels que le marché du travail, les marchés des produits, le système financier, la fiscalité, la santé et l'environnement.
- Des thèmes structurels spécifiques, parmi lesquels : la réforme fiscale, les dépenses publiques, le vieillissement de la population, le développement durable, les migrations et la concurrence.

## Les *Études* sont disponibles pour les pays suivants :

Allemagne	Italie
Australie	Japon
Autriche	Luxembourg
Belgique	Mexique
Brésil	Nouvelle-Zélande
Canada	Norvège
Chili	Pays-Bas
Corée	Pologne
Danemark	Portugal
Espagne	Roumanie
États-Unis	République slovaque
Fédération de Russie	République tchèque
Finlande	Royaume-Uni
France	Suède
Grèce	Suisse
Hongrie	Turquie
Irlande	Zone euro
Islande	

Disponibles par abonnement. Vous pouvez créer votre propre collection en choisissant les pays qui vous intéressent ; par exemple : les sept principaux pays de l'OCDE, les pays de l'Union européenne ou de l'Europe centrale et orientale ou un pays uniquement. Cette série s'adapte à vos besoins. Pour plus d'informations, abonnez-vous aux Newsletters de l'OCDE ([www.oecd.org/OECDdirect](http://www.oecd.org/OECDdirect)), ou visitez notre librairie en ligne ([www.sourceOCDE.org](http://www.sourceOCDE.org)), ou bien envoyez votre commande à :

**Les éditions de l'OCDE**  
**2, rue André-Pascal**  
**75775 Paris Cedex 16**  
**FRANCE**

*Pour les clients d'Allemagne et d'Autriche*

**OECD Sales Office**

August-Bebel-Allee 6, D-53175 Bonn

Tél. : 49 228 959 1215

Fax : 49 228 959 1218

E-mail : [bonn.contact@oecd.org](mailto:bonn.contact@oecd.org)

Internet : [www.oecd.org/deutschland](http://www.oecd.org/deutschland)

*Pour les clients d'Amérique du Nord*

**OECD Washington Center**

2001 L Street N.W., Suite 650

Washington DC, 20036-4922, USA

Tél. : 1 202 785 6323

Fax : 1 202 785 0350

E-mail : [washington.contact@oecd.org](mailto:washington.contact@oecd.org)

Internet : [www.oecd.wash.org](http://www.oecd.wash.org)

*Pour les clients du Japon et d'Asie*

**OECD Tokyo Centre**

3rd Floor, Nippon Press Center Building

2-2-1, Uchisaiwaicho

Chiyoda-ku, Tokyo 100-0011, Japan

Tél. : 81 3 5532 0021

Fax : 81 3 5532 0035

E-mail : [center@oecdtokyo.org](mailto:center@oecdtokyo.org)

Internet : [www.oecdtokyo.org](http://www.oecdtokyo.org)

*Pour les clients d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud*

**OECD Mexico Centre**

Av. Presidente Mazaryk 526

Colonia : Polanco

C.P. 11560, Mexico D.F.

Tél. : 52 555 281 3810

Fax : 52 555 280 0480

E-mail : [mexico.contact@oecd.org](mailto:mexico.contact@oecd.org)

Internet : [rtn.net.mex/ocde](http://rtn.net.mex/ocde)

*Pour les clients du reste du monde*

**OECD Paris Centre**

2, rue André-Pascal

75775 Paris Cedex 16, France

Tél. : 33 1 45 24 94 16

Fax : 33 1 45 24 94 53

E-mail : [sourceoecd@oecd.org](mailto:sourceoecd@oecd.org)

Internet : [www.sourceoecd.org](http://www.sourceoecd.org)

**Commande en ligne :** [www.oecd.org/publications](http://www.oecd.org/publications)  
(paiement sécurisé par carte de crédit)

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Éditorial : Vers une reprise partagée</b> .....	vii
<b>I. Évaluation générale de la situation macroéconomique</b> .....	1
Vue d'ensemble : une expansion plus autonome mais encore vulnérable.....	1
Une reprise à deux vitesses.....	2
Perspectives jusqu'en 2005 : l'amélioration s'étend.....	12
Incertitudes, risques et tensions : Quelle est la robustesse des reprises prévues ?.....	21
Enjeux de politique macroéconomique.....	25
Délocalisations, emplois et politiques structurelles.....	34
Appendice : Scénario de référence à moyen terme.....	39
<b>II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE</b> .....	45
États-Unis.....	45
Japon.....	50
Zone euro.....	54
Allemagne.....	58
France.....	63
Italie.....	67
Royaume-Uni.....	72
Canada.....	76
Australie.....	80
Autriche.....	83
Belgique.....	86
Corée.....	89
Danemark.....	92
Espagne.....	95
Finlande.....	98
Grèce.....	101
Hongrie.....	104
Irlande.....	107
Islande.....	110
Luxembourg.....	113
Mexique.....	116
Norvège.....	119
Nouvelle-Zélande.....	122
Pays-Bas.....	125
Pologne.....	128
Portugal.....	131
République slovaque.....	134
République tchèque.....	137
Suède.....	140
Suisse.....	143
Turquie.....	145
<b>III. Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres</b> .....	149
Chine.....	150
Brésil.....	152
Fédération de Russie.....	153
<b>IV. Marchés du logement, patrimoine et cycle économique</b> .....	157
Introduction.....	157
Les prix des logements, le patrimoine immobilier et le cycle économique dans les pays de l'OCDE : quelques faits stylisés.....	159
Les facteurs structurels qui expliquent les différences du comportement du marché du logement.....	167
<b>V. Les enjeux de la réduction du déficit de la balance courante des États-Unis</b> .....	179
Introduction.....	179
Contexte des simulations.....	182
Mécanisme 1 : Le rôle de la dépréciation du taux de change.....	183
Mécanisme 2 : Accroissement de l'épargne nationale grâce à l'assainissement budgétaire.....	189
Mécanisme 3 : Accroître la part d'exportations des États-Unis par une amélioration du côté de l'offre.....	193
<b>VI. Cycles des prix des actifs, facteurs exceptionnels et soldes budgétaires</b> .....	203
Introduction.....	203
Les positions budgétaires dans les pays de l'OCDE.....	205
Les effets des cycles des prix des actifs sur les différentes composantes des recettes.....	211
Prise en compte des éléments exceptionnels des variations budgétaires.....	220
Opérer les ajustements nécessaires pour tenir compte de l'effet des facteurs non structurels.....	222
Appendice : Mesurer les fluctuations discrétionnaires et autonomes des recettes fiscales.....	224

<b>VII. Renforcer la convergence des revenus en Europe centrale après les adhésions à l'Union européenne</b> .....	229
Introduction.....	229
Faire appel aux ressources de main-d'œuvre disponibles .....	232
Maintenir une forte stimulation de la productivité .....	236
À plus long terme, construire des économies fondées sur le savoir .....	240
<b>Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE</b> .....	245
<b>Annexe statistique</b> .....	247
Classification des pays.....	248
Mode de pondération pour les données agrégées .....	248
Taux de conversion irrévocable de l'euro.....	248
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence .....	249
Tableaux annexes.....	251
<b>Encadrés</b>	
I.1. La Chine et la reprise mondiale .....	4
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales.....	16
I.3. La croissance peut-elle résorber les déficits publics dans les grands pays de l'OCDE ? .....	31
I.4. Hypothèses sous-tendant le scénario de référence à moyen terme .....	43
IV.1. La hausse des prix des logements augmente-t-elle le patrimoine net ? .....	164
VI.1. Méthodes utilisées dans les différents pays pour corriger les effets dus aux fluctuations des prix des actifs .....	223
<b>Tableaux</b>	
I.1. La reprise gagne en dynamisme.....	1
I.2. Les indicateurs conjoncturels dénotent un certain dynamisme à court terme.....	14
I.3. Les taux de croissance de la productivité devraient converger quelque peu .....	20
I.4. Les échanges internationaux s'accroissent mais les déséquilibres externes persistent.....	21
I.5. La détérioration des comptes publics est plus marquée aux États-Unis qu'ailleurs .....	28
I.6. Les baisses d'impôts et augmentations de dépenses ont affaibli les finances publiques.....	28
I.7. L'emploi dans le secteur des technologies de l'information aux États-Unis est partiellement délocalisé mais devient plus qualifié .....	36
I.8. Résumé du scénario de référence à moyen terme .....	40
I.9. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme.....	41
I.10. Croissance du PIB potentiel et de ses composantes.....	42
III.1. Prévisions pour la Chine .....	150
III.2. Prévisions pour le Brésil .....	152
III.3. Prévisions pour la Fédération de Russie .....	154
IV.1. Intensité et chronologie des corrélations entre les prix constants des logements et le cycle économique.....	161
IV.2. Incidence à court et à long terme du patrimoine résidentiel sur la consommation.....	164
IV.3. Indicateurs du marché hypothécaire et du marché du logement.....	166
IV.4. « Complétude » des marchés hypothécaires : éventail de produits disponibles et d'emprunteurs servis dans huit pays européens .....	169
IV.5. Délai nécessaire et coût des procédures d'attribution des prêts hypothécaires.....	171
V.1. Taux de change effectifs dans les scénarios de dépréciation du dollar.....	185
V.2. Scénarios de dépréciation du dollar : principaux résultats.....	188
V.3. Épisodes d'assainissement budgétaire de grande ampleur et niveaux des taux d'intérêt .....	191
V.4. Scénarios d'assainissement budgétaire : principaux résultats.....	192
V.5. Quelques estimations des élasticités-revenu pour les États-Unis .....	194
V.6. Scénario d'inversion des élasticités : principaux résultats.....	198
VI.1. Composantes de l'orientation budgétaire dans certains pays de l'OCDE .....	206
VI.2. Évolution des ratios d'impôts directs.....	207

VII.1. Des vitesses de convergences variables.....	230
VII.2. Durée de demi-vie estimée de la convergence .....	230
VII.3. Principaux indicateurs structurels .....	234
VII.4. Production de technologie et dépenses de R-D.....	242

## Graphiques

I.1. La reprise dans la zone euro est à la traîne .....	3
I.2. L'investissement repart.....	3
I.3. Les profits ne se redressent pas encore partout.....	6
I.4. Le secteur des TI est de nouveau en plein essor .....	7
I.5. Les ménages épargnent davantage dans la zone euro .....	8
I.6. Les performances en matière d'emploi différent selon les pays .....	9
I.7. L'inflation est maîtrisée.....	10
I.8. Le prix élevé du pétrole a davantage affecté les consommateurs américains .....	11
I.9. La confiance s'est renforcée.....	12
I.10. Carnets de commandes et stocks.....	13
I.11. Les conditions financières sont favorables à la croissance .....	17
I.12. Les taux de change effectifs réels ont évolué.....	18
I.13. Les liquidités sont abondantes et les écarts de taux sont minimes.....	23
I.14. Les prix des matières premières et du transport augmentent rapidement.....	24
I.15. Des interventions massives sur le marché des changes ont propulsé la base monétaire mais pas le crédit bancaire .....	26
I.16. L'état des finances publiques américaines est historiquement précaire .....	29
I.17. Le retour à l'équilibre est un objectif à horizon glissant.....	30
IV.1. Prix réels des logements : accroissement annuel moyen et dispersion .....	160
IV.2. Le comportement cyclique de l'investissement résidentiel.....	162
IV.3. Corrélation entre la croissance de la consommation privée et l'évolution des prix réels des logements .....	163
IV.4. Propension marginale à consommer la richesse immobilière et indicateurs du marché hypothécaire.....	165
IV.5. Effets de la « complétude » du marché hypothécaire .....	168
IV.6. Coûts de transaction des logements .....	173
IV.7. Variabilité des prix réels des logements et quelques-unes de leurs variables explicatives .....	175
V.1. La balance courante américaine en perspective historique .....	179
V.2. Balances des opérations courantes dans le monde en 2003 .....	180
V.3. Taux de change effectif réel et balance des opérations courantes aux États-Unis .....	184
V.4. Taux de change effectifs réels et scénarios .....	187
V.5. Corrélation négative entre les taux d'épargne publique et privée aux États-Unis .....	190
V.6. Performance des États-Unis sur les marchés .....	196
V.7. Progression des résultats à l'exportation dans les pays du G7 et en Irlande.....	197
VI.1. Revenus non expliqués et marché boursier.....	209
VI.2. Variations des différentes mesures des soldes financiers corrigés des fluctuations cycliques.....	210
VI.3. Impôts sur les plus-values .....	212
VI.4. Soldes financiers corrigés des recettes au titre des plus-values .....	214
VI.5. Impôts sur les transactions financières et en capital .....	219
VII.1. Sources de la croissance dans les pays de l'Union européenne en phase de rattrapage .....	232
VII.2. PIB par tête : Divers profils de convergence, 2003 .....	233
VII.3. Entrées d'IDE et investissement total .....	237
VII.4. Décomposition de la croissance de la productivité du travail, 1994-2000.....	239

## Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
-	Sans objet		

## Résumé des prévisions

	2003	2004	2005	2003								Quatrième trimestre		
				T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	2003	2004	2005	
Pourcentage														
<b>Croissance du PIB en volume</b>														
États-Unis	3.1	4.7	3.7	4.1	4.6	4.3	3.8	3.9	3.6	3.6	4.3	4.2	3.6	
Japon	2.7	3.0	2.8	6.4	1.7	2.2	2.5	2.7	2.8	3.0	3.6	2.3	2.9	
Zone euro	0.5	1.6	2.4	1.4	1.4	1.9	2.3	2.3	2.5	2.5	0.7	2.0	2.6	
OCDE total	2.2	3.4	3.3	4.0	3.1	3.2	3.2	3.2	3.2	3.3	2.9	3.2	3.3	
<b>Inflation</b>														
États-Unis	1.7	1.7	1.6	1.5	2.1	2.0	1.3	1.3	1.8	1.5	1.6	1.7	1.6	
Japon	-2.5	-1.8	-1.1	-4.4	-0.8	-1.4	-1.2	-1.1	-1.1	-1.0	-2.7	-1.1	-0.9	
Zone euro	2.0	1.7	1.7	1.6	1.5	1.6	1.8	1.8	1.6	1.7	2.0	1.7	1.7	
OCDE total	2.0	1.7	1.6	1.1	2.1	1.8	1.6	1.6	1.6	1.5	1.6	1.8	1.6	
<b>Taux de chômage</b>														
États-Unis	6.0	5.5	5.2	5.9	5.6	5.6	5.5	5.4	5.3	5.3	5.9	5.4	5.1	
Japon	5.3	5.0	4.6	5.1	5.0	5.0	4.9	4.9	4.8	4.7	5.1	4.9	4.3	
Zone euro	8.8	8.8	8.5	8.8	8.8	8.8	8.8	8.8	8.7	8.6	8.8	8.8	8.3	
OCDE total	7.1	6.9	6.7	7.1	7.0	7.0	6.9	6.9	6.8	6.7	7.1	6.9	6.5	
<b>Croissance du commerce mondial</b>	4.5	8.6	10.2	11.5	6.9	8.9	9.6	10.0	10.5	10.5	5.8	8.8	10.5	
<b>Balance courante</b>														
États-Unis	-4.9	-4.7	-4.8											
Japon	3.1	3.8	4.4											
Zone euro	0.4	0.5	0.6											
OCDE total	-1.2	-1.0	-1.0											
<b>Solde corrigé des variations cycliques</b>														
États-Unis	-4.2	-4.6	-3.9											
Japon	-7.5	-7.0	-7.0											
Zone euro	-1.7	-1.6	-1.8											
OCDE total	-3.4	-3.5	-3.2											
<b>Taux d'intérêt à court terme</b>														
États-Unis	1.2	1.3	2.9	1.1	1.2	1.2	1.4	1.6	2.1	2.6	1.1	1.6	3.6	
Japon	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	
Zone euro	2.3	1.7	1.8	2.2	2.1	1.7	1.5	1.5	1.5	1.5	2.2	1.5	2.3	

Note: La croissance du PIB, l'inflation (croissance de l'indice implicite des prix du PIB) et la croissance du commerce mondial (moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales en volume) sont corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables et exprimées en taux annualisés. Les trois dernières colonnes (quatrième trimestre) sont en taux de croissance annuels s'il y a lieu. Les taux d'intérêt sont: États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificat de dépôt à 3 mois ; zone euro : taux interbancaire à 3 mois.

Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;

- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 14 avril 2004 ; en particulier 1 dollar = 108.50 yen et 0.836 euros ;

Les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 21 avril 2004.

Source: OCDE.